



Etablissement Français du Sang

Rue Pierre-Jean Gineste – CS 41146 – 35011 RENNES Cedex

**FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UN SYSTEME DE
CHROMATOGRAPHIE, CONSOMMABLES ET PRESTATIONS ASSOCIEES POUR LE
COMPTE DE L'EFS BRETAGNE**

Marché public de fournitures

Procédure adaptée

(Articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique)

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIER DES CHARGES

Référence de la consultation / TBA : 2025EFS-BRET908

SOMMAIRE

PARTIE 1 - CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUES	4
1.1. Exigences réglementaires	4
1.2. Caractéristiques générales	4
1.3. Garantie	5
1.4. Contraintes d'utilisation dans l'environnement des laboratoires : hygiène et entretien	6
1.5. Qualification	6
1.6. Consommables et accessoires	6
1.7. Documentation	6
1.8. Formation	7
1.9. Développement durable	7
1.10. Prestations de maintenance	7
PARTIE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES	13
2.1. Objet du marché public	13
2.2. Procédure de passation	13
2.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires	13
2.4. Allotissement	13
2.5. Forme du marché public	13
2.6. Estimation du marché public	13
2.7. Durée du marché public et délais d'exécution	14
2.8. Langue d'exécution du marché public	14
2.9. Pièces constitutives du marché public	14
2.10. Exécution du marché public	15
2.11. Pénalités	19
2.12. Sous-traitance	20
2.13. Modifications du marché public	21
2.14. Défaillance du Titulaire	22
2.15. Règlement financier du marché	22
2.16. Confidentialité	26
2.17. Responsabilité - Assurances	27

2.18. Résiliation du marché public (articles L.2195-1 et suivants du code de la commande publique)	28
2.19. Exécution aux frais et risques	29
2.20. Litiges	29
2.21. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale	29

PARTIE 3 - ACTE D'ENGAGEMENT (*PARTIE A COMPLETER PAR LE CANDIDAT*)

3.1. Cet acte d'engagement correspond :	30
3.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d'opérateurs économiques	30
3.3. Signature du marché public par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas groupement d'opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement	32
3.4. Identification du (des) pouvoirs adjudicateurs	34

PARTIE 4 - DECISION DU (DES) POUVOIR(S) ADJUDICATEUR(S) (*PARTIE A COMPLETER PAR L'EFS*)

PARTIE 1 - CLAUSES DE PRESENTATION GENERALE ET TECHNIQUES

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché public sont décrites dans les paragraphes suivants.

1.1. Exigences réglementaires

Les fournitures, objet du présent marché public, doivent être conformes à la législation et la réglementation en vigueur ainsi qu'aux normes qui leurs sont applicables et en particulier doivent être marqués CE.

De plus, le prestataire devra se conformer à toutes les instructions de l'Etablissement Français du Sang quant aux modalités d'intervention sur le site notamment quant aux mesures sanitaires.

1.2. Caractéristiques générales

Les caractéristiques du système de chromatographie sont les suivantes :

Système de chromatographie (Hardware)	2 pompes avec un débit minimal de 0,01 mL/min
	Lavage en arrière du corps de pompe automatique ou système équivalent pour garantir la longévité des pompes.
	Possibilité de réaliser des gradients
	Suivi de la conductimétrie
	1 vanne d'injection automatique, avec possibilité de charger un grand volume (> 20 mL) d'échantillon directement
	Un détecteur d'ondes UV-Visible avec à minima une mesure à 280 nm, mais plusieurs longueurs d'onde sont souhaitées
	Un système de détection de bulle d'air.
	Un collecteur de fraction compatible avec des tubes à hémolyse 5 mL (diam 13 mm, min 90 tubes) et / ou microtube 1,5 mL, et format microplaque.
	Possibilité de pouvoir travailler avec 2 colonnes en parallèle ou en série (purification bi-dimensionnelle)

	Possibilité d'ajouter après l'achat de l'appareil un module de mesure du pH
	Température d'utilisation comprise entre 2°C et 30°C
Logiciels	<ul style="list-style-type: none"> - D'un logiciel de pilotage simple et convivial pour la création et le lancement de protocoles - D'un logiciel de traitement et d'analyse des données (plusieurs licences) <p>Un seul logiciel peut à la fois remplir les fonctions de pilotage et de traitement / analyse des données</p>
	Mise à jour de logiciel gratuitement tout au long de la durée de vie de la machine.
Caractéristiques particulières	Le poids de l'appareil (système de chromatographie + collecteur) en utilisation doit être compatible avec un positionnement sur une paillasse de laboratoire standard
	L'appareil (système de chromatographie + collecteur) doit être le plus compact possible pour occuper une surface de paillasse la plus réduite possible.
	Le matériel informatique pour piloter le système de chromatographie sera fourni par le candidat.

Le candidat précisera dans son offre les conditions spécifiques d'utilisation du logiciel notamment sa configuration informatique minimale nécessaire à son bon fonctionnement.

Le candidat utilisera la langue française pour décrire les spécifications techniques et tout renseignement nécessaire à la compréhension de son offre.

1.3. Garantie

La garantie de l'équipement est à minima d'une durée de 24 mois à compter de la date figurant sur le document établi à l'issue des phases d'installation et de qualification. Cette garantie inclut l'ensemble de l'installation (équipement et éléments associés), pièces, main d'œuvre et déplacements compris.

Le candidat décrira les maintenances préventives à réaliser par l'utilisateur, celles nécessitant un contrat de maintenance, et les sociétés habilitées à les réaliser. Un descriptif des prestations de maintenance préventive sera fourni, ainsi qu'un descriptif des risques associés à la non-exécution des maintenances.

Le candidat prendra en charge la mise à jour du PC installé avec le système de chromatographie tout au long de la durée de la garantie et après dans le cas d'un contrat de maintenance préventive.

1.4. Contraintes d'utilisation dans l'environnement des laboratoires : hygiène et entretien

L'appareil sera localisé dans un laboratoire climatisé. L'appareil (système de chromatographie, collecteur de fractions et bouteilles de solvant) doit pouvoir être contenu dans un carré de 60 cm environ de côté, et stationner sur une paillasse de laboratoire standard.

1.5. Qualification

Avant sa mise en service, le matériel fera l'objet d'une qualification effectuée avec le Titulaire, afin de démontrer que l'appareil fonctionne correctement et donne les résultats attendus. Cette qualification s'effectuera selon un protocole préalablement défini répondant aux exigences réglementaires et normatives en vigueur.

La conformité des résultats est un prérequis indispensable à l'utilisation du matériel et à son acceptation lors de la livraison.

Cette qualification comprendra obligatoirement :

➤ **Qualification à l'installation (QI)**

Elle consiste à vérifier que les caractéristiques techniques correspondent à celles définies dans le marché et à vérifier que les références du matériel fourni correspondent à celles indiquées par le Titulaire dans son offre. Cette qualification sera effectuée par le Titulaire.

➤ **Qualification opérationnelle (QO)**

Elle consiste à vérifier que l'appareil fonctionne selon les modalités annoncées par le Titulaire dans le guide utilisateur. Elle sera effectuée par le Titulaire.

➤ **Qualification des performances (QP)**

Elle consiste à vérifier les performances de l'appareil en conservant son intégrité. Cette qualification sera effectuée par le personnel utilisateur.

La qualification du système analytique comprend obligatoirement les opérations de vérifications (QI, QO, QP) réalisées dans les délais maximaux mentionnés. Le rejet de la solution analytique peut intervenir à l'issue de chacune des étapes de qualification.

1.6. Consommables et accessoires

Le candidat devra mentionner et chiffrer les consommables ou accessoires nécessaires et/ou utilisables. Ils seront listés de manière exhaustive par le candidat dans le BPU et le DQE avec la référence, le coût unitaire ainsi que la durée de vie, la périodicité de remplacement et la quantité nécessaire au fonctionnement de l'appareil pour une année.

1.7. Documentation

Le fournisseur devra remettre au laboratoire :

- Une notice d'utilisation de l'appareil et des logiciels
- Une notice d'entretien
- Les règles de sécurité à l'utilisation
- Un certificat de sortie d'usine
- Un certificat de qualification et d'installation

1.8. Formation

Une formation sur site sera réalisée pour la prise en main de l'appareil, la formation aux opérations de maintenance, le retraitement et l'analyse des données. Au moins 6 personnes doivent pouvoir suivre cette formation, et une attestation sera délivrée.

La formation devra avoir lieu dans le mois suivant l'installation.

1.9. Développement durable

Le candidat précisera :

- La consommation énergétique en veille et en fonctionnement du système de chromatographie ;
- Les modalités de gestion de la fin de vie du système de chromatographie.

1.10. Prestations de maintenance

1.10.1. Références normatives relatives à la maintenance et à la qualité

L'EFS énonce ci-après les références qu'elles utilisent en matière de maintenance et de qualité.

- ✓ FD X 60-000 - Maintenance Industrielle ;
- ✓ NF EN 13306 - Terminologie de la maintenance ;
- ✓ NF S99-171 - Maintenance des dispositifs médicaux ;
- ✓ ISO 9001 : 2015 – Systèmes de management de la qualité ;
- ✓ ISO 13485 : 2016 – Dispositifs médicaux – Systèmes de management de la qualité – Exigences à des fins réglementaires ;
- ✓ ISO 14001 : 2015 – Management environnemental – Exigences et lignes directrices pour son utilisation.
- ✓ Toute autre norme en vigueur

1.10.2. Champs d'application

La maintenance désigne l'ensemble des « prestations nécessaires associées » destinées à :

- Conserver et garantir les performances de l'équipement ;
- Rétablir l'équipement dans un état de fonctionnement conforme aux stipulations du contrat de l'équipement initial et aux spécifications techniques du fabricant.

Elle comprend donc la prévention des dysfonctionnements, l'évolution technologique, la réparation des dysfonctionnements, la formation des personnels à l'entretien, l'assistance, l'information et le conseil.

1.10.3. Obligations générales du Titulaire

1. Obligations de résultats

L'obligation de résultat impose au Titulaire, dans le cas de la maintenance curative, contractée seule ou dans le cadre d'un contrat full-service :

- Un délai de rappel par un personnel technique compétent ;

- Un délai d'intervention sur l'équipement ou GTI : nombre d'heures ouvrées après appel Hot line) ;
- Un délai de production d'un devis : délai pour émettre un devis à compter de l'intervention ;
- Un délai de remise en état ou GTR : nombre d'heures ouvrées après appel à la Hot line dans le cadre d'un contrat de maintenance full-service et du nombre d'heures ouvrées après notification de l'acceptation du devis et/ou réception du bon de commande pour la maintenance curative à l'attachement ;

Le non-respect de ces obligations pourra donner lieu à des pénalités de retard tels que définies à l'article 2.10.1 du présent document.

Les interventions de maintenance curative sont déclenchées par un appel au service client du Titulaire, confirmé par courriel ou par tout moyen de communication permettant de connaître précisément la date et l'heure.

L'obligation de résultat impose au Titulaire, dans le cas de la maintenance préventive, contractée seule ou dans le cadre d'un contrat de full-service :

- La planification des visites de maintenance préventive des équipements en fonction de la taille du parc et dans le respect des délais imposés par la durée de validité des certificats de conformité ;
- Le respect de cette planification.

2. Obligations d'assistance

Le Titulaire assure d'une part, un service client (hot line) et d'autre part, une assistance téléphonique technique destinée à apporter à l'EFS toutes les informations, explications et toute l'assistance technique nécessaire à l'utilisation en routine.

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition un service d'assistance téléphonique, du lundi au vendredi de neuf heures à dix-sept heures trente.

Le Titulaire fournira dans son offre les modalités de contact et de fonctionnement de l'assistance téléphonique.

Le Titulaire s'engage à ce qu'un personnel technique compétent rappelle l'EFS. Lors du rappel, le Titulaire s'efforce de résoudre le problème rencontré par téléphone en fournissant à l'EFS les informations sur les procédures à suivre, en tenant compte du niveau de formation et de la qualification de l'intervenant de l'EFS.

Dans l'hypothèse d'un appel à l'assistance téléphonique en dehors des horaires ou jours indiqués ci-dessus, le Titulaire s'engage à rappeler en priorité dès l'ouverture de l'assistance téléphonique l'utilisateur, à condition que ce dernier ait laissé le numéro de série de l'automate sur le répondeur téléphonique afin de permettre une identification immédiate du site.

Le Titulaire assure également une assistance technique sur site lors des validations effectuées dans le cadre des maintenances évolutives et lors du démarrage en routine de l'automate.

3. Modalités d'intervention

Le Titulaire intervient sur le site du PFBI soit sur demande de l'EFS, soit à l'initiative du Titulaire selon le plan de maintenance préventive établi.

Le Titulaire peut, après accord avec le responsable du service concerné, effectuer à distance une connexion avec le progiciel de l'automate par télémaintenance dans le but de comprendre et analyser les problèmes rencontrés par l'EFS.

Toute dérogation à l'application du GTI ou du GTR, acceptée par le RPA ou son représentant, fait l'objet d'un enregistrement validé par les deux parties.

Quand le personnel du Titulaire se déplace sur le site du PFBI, les opérations de maintenance préventive, évolutive et curative sont effectuées par le personnel du Titulaire à une date et heure convenues d'un commun accord entre les parties, en présence des personnels de l'EFS du service concerné.

Le personnel chargé de l'intervention se présente au responsable du service dès son arrivée dans l'établissement. Il est en mesure de prouver son identité et son appartenance au personnel du Titulaire.

Le Titulaire garantit que :

- L'ensemble des pièces détachées remplaçables est disponible dans des délais permettant le respect des GTI et GTR ;
- Les pièces détachées fournies par le Titulaire sont validées et son contrôle de qualité interne ;
- Les pièces détachées sont neuves. Le cas échéant, le Titulaire informe le RPA de l'utilisation de pièces reconditionnées A l'issue de chaque intervention de maintenance, le Titulaire s'engage à reprendre toutes les pièces remplacées ;
- Le cas échéant, le Titulaire précise la liste des pièces à sa charge qu'il est nécessaire d'avoir en stock dans les locaux de l'EFS ;
- Le Titulaire s'engage à assurer la fourniture des pièces détachées pendant un minimum de 10 ans à compter de la date d'installation.

4. Obligation d'information, d'enregistrement et de conseil

Le Titulaire s'engage à remettre dans son offre comme documents de référence :

- Le guide utilisateur par appareil, qui présente les modalités d'utilisation et d'entretien de l'appareil sous la responsabilité de l'utilisateur ;
- Le manuel de maintenance ;
- La procédure et les modes opératoires relatifs à la maintenance préventive incluant la check-list des opérations à réaliser et le certificat de qualification (ou de conformité permettant la mise en service de l'équipement) ;
- Les gammes de maintenance ;
- La procédure et les modes opératoires relatifs à la maintenance curative incluant la check-list des opérations à réaliser et le certificat de qualification (ou de conformité permettant la mise en service de l'équipement) ;
- La liste des indicateurs de maintenance préventive et les seuils propres à chaque indicateur.

Après chaque intervention de maintenance (y compris de télémaintenance), le Titulaire s'engage à établir une fiche d'intervention détaillée, sur le lieu de l'intervention par le Titulaire et remise au responsable du service concerné qui mentionne :

- La date et l'heure de l'intervention ;
- Le type de maintenance réalisée ;
- La cause de l'intervention ;
- Le détail des travaux ;

- La ou les pièces remplacées, leur état (neuf ou reconditionné), provenance (kit titulaire ou valise utilisateur), localisation sur l'équipement et leur délai de garantie ;
- Le début et la fin d'intervention ;
- L'avis de fin d'intervention et les observations éventuelles ;
- Les éventuelles opérations de requalification de l'équipement ;
- La conclusion sur l'état de fonctionnement de l'équipement et les informations relative, le cas échéant, à l'usure de certaines pièces ou sous-ensembles, les risques de détérioration dues à l'environnement ou à l'utilisation.

Le Titulaire s'engage à réaliser lors de toute intervention de maintenance, le contrôle à l'aide d'une check-list complète qui garantit que la totalité des opérations prévues a été réalisée. Elle est signée par le Titulaire et le responsable du service concerné et remise à ce dernier. Le Titulaire fournit un modèle de check-list dans son offre.

Le Titulaire s'engage à informer dans les meilleurs délais et par écrit le RPA de tout événement confirmé de nature à avoir une incidence sur la qualité des produits ou sur les prestations associées.

Dans le cadre de la maintenance évolutive des logiciels et d'équipement, le Titulaire informe sans délai et par écrit la RPA des différentes évolutions fonctionnelles et techniques prévues sur l'automate et le progiciel.

5. Suivi des logiciels de maintenance et mise à disposition des données contenues dans les équipements

Le Titulaire est réputé disposer du droit d'utiliser des logiciels de maintenance nécessaires à l'entretien des équipements.

Le Titulaire précise dans son offre s'il procède régulièrement, à l'occasion de maintenance préventive ou curative, à la récupération de données de l'informatique de l'équipement. Dans l'affirmative, il précise la nature des données, l'exploitation qu'il en fait et celle qu'il propose à l'EFS.

L'EFS souhaite pouvoir disposer de tout ou partie de cette base de données. Le Titulaire précise les formats informatiques disponibles.

6. Assurance qualité

Le Titulaire s'engage à adhérer à une démarche qualité et à accepter des audits fournisseurs menés par le RPA.

En particulier, le Titulaire s'engage sur les dispositions suivantes en matière de qualité de service :

- Le personnel intervenant sur les sites et celui opérant en assistance téléphonique maîtrisent parfaitement le fonctionnement et la maintenance de l'équipement et du progiciel ;
- Les appareils de mesure utilisés au cours des opérations de maintenance et de qualification des équipements doivent être reliés aux étalons validés par le COFRAC ou tout organisme habilité ;
- Sur la diffusion et la gestion des procédures et documentations techniques ainsi que des certificats de conformité des outils de vérification de l'équipement :
 - Le Titulaire s'assure que le RPA est bien en possession de la dernière version de la documentation du progiciel et de l'équipement en langue française. Ces

documents doivent comporter identifiant unique pour chaque version permettant aux utilisateurs de s'assurer qu'ils sont bien en possession de la dernière version. Tout changement de version doit faire l'objet d'une notification écrite auprès des utilisateurs avec demande d'élimination de la version précédente.

- Il tient à la disposition du RPA, sur demande et dans un délai de deux jours ouvrés, les certificats de conformité des outils de vérification des équipements, dans l'hypothèse où les autorités de contrôle du RPA le demanderaient.

1.10.4. Nature et obligation en matière de maintenance full-service

La maintenance full-service comprend une maintenance préventive et curative.

Le Titulaire s'engage à réaliser une prestation de maintenance préventive à date régulière fixée dans un planning prévisionnel afin d'assurer le bon fonctionnement de l'équipement.

En complément de cette prestation, le Titulaire s'engage à effectuer sur demande du RPA, une prestation de maintenance curative en cas de problème engendrant l'indisponibilité de toute ou partie de l'équipement ou ayant un impact sur l'activité du site. L'obligation assumée au titre de la maintenance curative est une obligation de résultats.

L'ensemble des clauses figurant ci-dessous trouve également à s'appliquer en matière de maintenance full service.

1.10.5. Nature et obligation en matière de maintenance préventive et évolutive

Les interventions de maintenance préventive ont pour objet de réduire les risques de panne et de maintenir dans le temps les équipements dans leur état initial et à leurs niveaux de performances originels, ainsi que la mise à jour du logiciel de pilotage et/ou d'analyse et du PC pilotant l'instrument. Le Titulaire s'engage à assurer par des techniciens dûment qualifiés et spécialisés, le maintien du matériel en conformité avec les spécifications du constructeur et du modèle.

En tout état de cause, le Titulaire conserve l'entière responsabilité de la politique de maintenance. Il se conforme aux notices techniques du constructeur, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement.

D'une façon générale, ces visites périodiques sont l'occasion de procéder au :

- contrôle général du bon état technique de l'appareil en fonction notamment des observations faites par les utilisateurs de l'appareil ;
- contrôle de la manière dont l'appareil est utilisé.

Il sera effectué UNE visite de maintenance préventive par an. Le Titulaire précise le contenu des visites de maintenance préventive.

La date des visites de maintenance préventive est établie d'un commun accord entre le Titulaire et la personne responsable de l'équipement sur le site du PFBI à Rennes.

En tout état de cause, le Titulaire prend contact avec la personne de l'EFS Bretagne responsable de l'équipement sur le site au moins 7 jours avant la visite, afin d'obtenir son accord sur la date de maintenance.

La visite périodique d'entretien pourra coïncider avec une intervention de dépannage si celle-ci a lieu 4 semaines au moins avant la date fixée de visite préventive; dans ce cas, toutes les opérations de maintenance préventive seront exécutées en plus du dépannage.

Pour la maintenance évolutive, le Titulaire s'oblige à procéder à tous les développements nécessaires à l'actualisation du logiciel, de telle sorte que l'EFS puisse disposer à tout moment de versions actualisées et performantes ainsi que des versions répondant à des changements de normes réglementaires.

Actualisation des données :

Le Titulaire actualise régulièrement les données et informations comprises dans ou mises en œuvre par le logiciel, de sorte que l'EFS puisse disposer en permanence d'un outil fiable.

1.10.6. Nature et obligation en matière de maintenance curative

Le Titulaire s'engage à répondre à tout appel, dans l'intervalle séparant les visites de maintenance préventive afin de remédier à tout incident perturbant le fonctionnement des appareils et notamment :

- Panne ou défaillance quelconque de l'instrument ou de l'ordinateur et du logiciel pilotant l'instrument ;
- Nécessité d'un réglage ou du remplacement d'une pièce.

Le Titulaire réalisera également un contrôle par pesée si l'importance de l'intervention curative le requiert. Si le responsable de l'équipement sur le site rencontre une anomalie de fonctionnement à laquelle il ne peut remédier, il doit alors contacter le Titulaire.

Le Titulaire intervient sur appel de l'EFS à l'assistance téléphonique du Titulaire, confirmé par tout moyen permettant de donner date et heure certaines à la signalisation du dysfonctionnement.

Le délai d'intervention, compté en heures, commence à courir à partir de la réception par le Titulaire de l'appel téléphonique et s'arrête à l'arrivée du technicien.

Le Titulaire précisera dans son offre les délais d'intervention (GTI) et de réparation (GTR) de l'équipement, sur lequel il s'engage.

En cas de retard dans l'intervention, les pénalités prévues à l'article 2.10 du présent document sont applicables.

Le Titulaire, pour exécuter ces opérations, doit posséder la qualification et les moyens nécessaires pour les mener à bien, et éviter dans la mesure du possible toute perturbation dans le fonctionnement du service.

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur sur la durée et les conditions de travail.

Si le Titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe au préalable le responsable ou, en son absence, le cadre du service où est installé le matériel afin que soient prises en temps utile les dispositions jugées nécessaires. Le Titulaire prendra en charge l'ensemble de la logistique (récupération et retour de l'équipement dans l'établissement, fourniture du conditionnement...). Dans ce cas, il sera prévu le prêt d'un appareil aux caractéristiques et performances identiques, et ceci pendant toute la durée de la réparation.

PARTIE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

2.1. Objet du marché public

Le marché public a pour objet la fourniture, l'installation et la mise en service d'un système de chromatographie, consommables et prestations associées pour le compte de l'EFS Bretagne.

Le chromatographe sera entre autres destiné à des activités de purification d'anticorps monoclonaux ou recombinant, ou de protéines à partir d'échantillons biologiques.

2.2. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée définie par les articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

2.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du Code de la commande publique.

2.4. Allotissement

Le présent marché public fait l'objet d'un lot unique car les prestations sont homogènes et ne peuvent être séparées.

2.5. Forme du marché public

Le marché public issu de la présente consultation constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est mono-attributaire. Les prestations seront commandées au fur et à mesure des besoins du Pouvoir Adjudicateur et sont conclues sans montant minimum mais avec un montant maximum de 84 500 HT € sur 4 ans.

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

2.6. Estimation du marché public

Le montant estimé du marché est de 56 500 € HT

- 43 100 € HT pour le chromatographe et prestations associées
- 8 400 € HT pour 2 ans de maintenance
- 5 000 € HT pour les consommables nécessaires à l'utilisation du chromatographe

2.7. Durée du marché public et délais d'exécution

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification.

A l'issue de la première période, le marché public est reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois, selon les dispositions du présent document.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard dans les 3 mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

Les différents délais d'exécution du marché sont précisés dans le présent document.

La livraison du système de chromatographie et son installation définitive doit intervenir au plus tard 30 jours après la notification du marché.

2.8. Langue d'exécution du marché public

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

2.9. Pièces constitutives du marché public

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement valant Cahier des Clauses Particulières (AE valant CCP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires ;
 - Annexe 2 : Délais de maintenance ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures ; courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- Le cadre de réponse technique du Titulaire comprenant :
 - Performance du système de chromatographie au regard de ses caractéristiques techniques ;
 - Pertinence des prestations de maintenance ;
 - Pertinence des formations proposées ;
 - Performance de la démarche en matière de développement durable.
- L'attestation de démonstration facultative ;
- DC4 et avenants

Par dérogation à l'article 1 du CCAG FCS, le présent document ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seule foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions du présent document est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

2.10. Exécution du marché public

2.10.1. Développement durable

2.10.1.1. Obligations environnementales

Le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'EFS, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le Titulaire privilégie le transport groupé des fournitures objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Le candidat précisera dans son offre la consommation énergétique en veille et en fonctionnement du système de chromatographie et ses modalités de gestion de la fin de vie.

2.10.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

2.10.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre
- La durée de validité du bon de commande
- La nature, les références et les quantités de Fournitures/Services concernées
- Le prix unitaire contractuel HT des Fournitures/Services
- Le montant total HT du bon de commande
- Le taux et le montant de la TVA
- Le lieu de livraison et la date de livraison/d'exécution souhaitée
- Eventuellement, les conditions particulières de livraison/d'exécution des Fournitures/Services.

2.10.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 3 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le délai d'exécution minimal des bons de commandes est de cinq (5) jours pour les consommables.

Le délai d'exécution minimal des bons de commandes est de trente (30) jours pour le chromatographe.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois (3) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Lors du démarrage de l'utilisation d'une nouvelle Fourniture, le Titulaire s'engage à livrer, dans les quinze (15) jours à compter de la réception des bons de commande, la quantité de Fournitures définie par le RPA nécessaire à l'adaptation et à la validation des techniques de production.

2.10.3. Transport, livraison

2.10.3.1. Lieux de livraison des fournitures

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les Fournitures commandées doivent être livrées à l'adresse suivante : EFS Réactifs PFBI, Etablissement Français du Sang – Rue Pierre-Jean Gineste, CS 41146, 35011 RENNES Cedex.

L'équipement devra être livré au rez-de-jardin, accessible par monte-charge.

Le Titulaire fait son affaire du choix d'un transitaire.

2.10.3.2. Transport des fournitures

Le transport des Fournitures jusqu'aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s'effectuent aux frais et risques du Titulaire. Le transport est réalisé selon des modalités permettant le respect des conditions de conservation des Fournitures à livrer précisées dans l'offre du Titulaire.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du Titulaire jusqu'au point de livraison du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'assure pas directement la livraison des Fournitures, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

L'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans l'offre du Titulaire ne seraient pas respectées.

2.10.3.3. Documents à fournir

2.10.3.3.1. Les bordereaux de livraisons

Les Fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bordereau de livraison dont un double, directement accessible par l'agent de l'Etablissement réceptonnaire sans ouverture des colis, est conservé par le RPA. Chaque bordereau de livraison comporte au moins les mentions suivantes :

- Le nom de l'Etablissement destinataire ;
- L'identification du Titulaire ;
- Le numéro du marché public, le numéro et la date du bon de commande auquel correspond la livraison ;
- L'identification et les références des Fournitures objets de la livraison ;
- Les quantités livrées ;
- Le numéro de lot de production des Fournitures livrées ;
- Le nombre de colis et le poids total de la livraison ;
- La date d'expédition des colis ;
- Les conditions de transport et de conservation ;
- Eventuellement en cas de livraison incomplète, les quantités restantes à livrer et leurs délais.

Le RPA et le Titulaire conservent chacun un exemplaire du bordereau de livraison.

Les conditions de conservation spécifiques qui garantissent une non-altération des Fournitures (température, humidité) figurent à l'extérieur des boîtes ainsi que sur les notices fournies.

Les colis volumineux sont livrés sur palettes filmées. Toute palette utilisée aux fins de livraison est conforme aux normes européennes afférentes. Le Titulaire assure la reprise des palettes, si elles sont consignées, selon les modalités définies dans sa proposition.

Le Titulaire est déclaré responsable des Fournitures jusqu'à leur livraison sur le site de l'Etablissement. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les Fournitures ont été déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

2.10.3.3.2. Les certificats de contrôle

Le Titulaire s'engage à ne livrer que des Fournitures dûment contrôlées, validées et libérées par ses soins conformément aux contrôles qualité qu'il a décrit dans sa Proposition.

A chaque livraison, et lorsque des contrôles qualités sont exigés dans le présent document, les résultats des contrôles effectués par le Titulaire sur les lots livrés sont adressés, au responsable du site destinataire de la commande, simultanément lors de la livraison des Fournitures ou dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures. A défaut, les résultats doivent être consultables sur le site internet du Titulaire.

2.10.3.4. Vérification et admission des fournitures

Sous réserve des stipulations du présent document, les opérations de vérification et d'admission des Fournitures se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

2.10.3.4.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport

Lors de la livraison des Fournitures, une vérification immédiate est effectuée. La livraison est constatée par l'apposition, sur le bordereau de livraison, du cachet de l'Etablissement concerné, de la date et de la signature du représentant du RPA habilité à cet effet. Les réserves, qui seraient émises sur la nature des colis, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le bordereau de transport. Le RPA notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison. Le RPA s'engage à transmettre la même information au Titulaire, qui fait son affaire du règlement du litige.

La RPA se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans l'offre technique ne seraient pas respectées.

L'absence de réserves permet au Titulaire d'établir les factures correspondant à la livraison.

2.10.3.4.2. Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis

Le RPA effectue, en vue de leur admission, les vérifications quantitatives et qualitatives des Fournitures livrées dans le présent document.

La quantité doit être conforme à la commande. Dans le cas contraire, le Titulaire doit :

- Reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

2.10.3.4.3. Admission

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, le RPA dispose d'un délai de 30 jours ouvrables à compter de la livraison pour notifier expressément au Titulaire, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine de décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des Fournitures. Le silence gardé par le RPA vaut décision implicite d'admission. Sous réserve des stipulations figurant au présent document, les modalités d'ajournement ou de rejet sont celles décrites aux articles 30.2 et 30.4 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG FCS, la non-conformité documentée d'une Fourniture, découverte à l'occasion de son utilisation, et notamment consécutive à la baisse de ses performances, entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties. Le Titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une Fourniture.

Par ailleurs, sur décision des autorités de tutelle compétentes, et en cas notamment de retrait d'un lot de production, le RPA se réserve également le droit de rejeter les Fournitures issues de ce lot qui lui auraient été livrées par le Titulaire avant la date de cette décision. Dans ce cas, le Titulaire procède à l'enlèvement desdites Fournitures.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG FCS, la décision du RPA concernée, notifiée au Titulaire, fixe le délai dans lequel les Fournitures ajournées et rejetées doivent être enlevées.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l'ajournement ou le rejet des Fournitures ainsi que toute nouvelle livraison à la demande expresse du RPA, sont supportés par le Titulaire.

2.10.3.4.4. Capacité du Titulaire à livrer de nouvelles quantités

Le Titulaire s'engage sur un délai qui lui est nécessaire pour fournir de nouveaux lots de Fournitures, en cas de retrait d'un de ses lots de production.

2.10.3.5. Vérification et admission des services

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

2.11. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Fournitures non livrées.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

2.11.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

- En cas de retard par rapport au délai de livraison du système de chromatographie prévu au Bordereau de Prix, la pénalité suivante sera applicable :

300 euros par jour ouvré de retard.

- Pénalité en cas de retard pour tout délais excepté le délai de livraison du système de chromatographie et les délais GTI et GTR :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de retard lui étant imputable sur tout délai du présent marché public, à l'exception du délai de livraison système de chromatographie et des délais GTI et GTR, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour ouvré de retard, redevable d'une pénalité de retard calculée selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 100$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = montant HT du prix des Fournitures livrées en retard sur lequel est calculée la pénalité ;

R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de livraison prévue dans le marché public ou inscrite dans le bon de commande.

- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard sur les délais d'intervention de maintenance préventive lui étant imputable, le Titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, redevable d'une pénalité forfaitaire de 150 € par jour de retard. La date d'intervention de la maintenance préventive ne doit pas dépasser celle de l'année N-1.

- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard sur les délais d'intervention de maintenance curative lui étant imputable (délais GTI et GTR), le Titulaire est, sans mise en demeure préalable et à compter du premier jour calendaire de retard, redevable d'une pénalité forfaitaire de 150 € par jour de retard.

2.11.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté.

Sont par exemples considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité forfaitaire :

- Non communication des documents exigés dans le marché public et nécessaires à l'activité de l'EFS,

2.11.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

2.12. Sous-traitance

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration (ou DC4) mentionnant notamment:

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant équivalentes à celles demandées au titulaire

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

2.13. Modifications du marché public

2.13.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

2.13.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

2.13.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

2.13.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures/Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références des fournitures/services considérés, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ces fournitures/services dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

2.13.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux fournitures/services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt deux mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les fournitures/services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de fournitures/services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles fournitures/services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

2.14. Défaillance du Titulaire

En cas de non livraison de la fourniture ou d'inexécution du service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

2.15. Règlement financier du marché

2.15.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux fournitures et services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures, ainsi que les frais de formation initiale à l'utilisation des Fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

2.15.2. Forme et évolution des prix

Le prix du système de chromatographie est ferme pour toute la durée du marché.

S'agissant de la maintenance, des consommables et des pièces détachées, les prix sont fermes pendant les deux premières années d'exécution du marché.

A partir de la troisième année d'exécution, les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché, en application de la formule ci-après. Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la remise de l'offre.

S'agissant de la maintenance, la demande de révision des prix par le Titulaire est adressée à l'EFS - Bretagne au plus tard 3 mois avant la date d'échéance de la première période d'exécution du marché. L'indice de référence mentionné ci-après est le dernier indice connu lors de la demande d'ajustement des prix par le Titulaire.

$$P = P_0 \left[0,30 + 0,70 \left(0,60 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,40 \frac{EBIQ}{EBIQ_0} \right) \right]$$

dans laquelle :

P = Montant du marché ajusté ;

P₀ = Montant du marché au mois de la remise de l'offre ;

ICHT-IME = Indice du coût de la main d'oeuvre « tous salariés, charges sociales comprises » des industries mécaniques et électriques du mois de la demande de révision (publié au bulletin mensuel de la statistique).

ICHT-IME₀ = Indice du coût de la main d'œuvre « tous salariés, charges sociales comprises » des industries mécaniques et électriques du mois de la remise des offres (publié au bulletin mensuel de la statistique)

EBIQ₀ = Indice des prix « Energie, biens intermédiaires et biens d'équipement » du mois de la remise de l'offre

EBIQ = Indice des prix « Energie, biens intermédiaires et biens d'équipement » au moment de la demande de révision

S'agissant des formations, des consommables et des pièces détachées, le Titulaire est tenu de transmettre sa révision de prix (BPU révisé, avec les justificatifs de la révision appliquée) au moins 3 mois avant la date anniversaire du contrat. En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire sera réputé avoir renoncé à la révision pour l'année à venir, il pourra faire une nouvelle demande de révision pour la prochaine reconduction.

Dès lors que la variation du prix dépasse les 2.5%, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité.

Offre de prix promotionnels

Les prix des fournitures, objet du présent accord-cadre peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le Titulaire.

Le Titulaire adresse par mail le tarif promotionnel à l'EFS Bretagne, dans les meilleurs délais. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles ou prestations concernés.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre sont ceux à nouveau en vigueur.

2.15.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

2.15.4. Modalités de facturation et de règlement

2.15.4.1. Facturation

Après exécution de chaque bon de commande, le Titulaire transmet au RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des fournitures livrées/services exécutés ;
- le montant hors TVA des fournitures/services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

2.15.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

2.15.5. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des fournitures/services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des fournitures/services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les fournitures/services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l'article 2.9.3.4 du présent document, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS Bretagne se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

2.15.6. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 60 jours pour l'EFS.

2.15.7. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

2.15.8. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- La copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

2.16. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

2.16.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa

prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

2.16.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

2.17. Responsabilité - Assurances

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

2.18. Résiliation du marché public (articles L.2195-1 et suivants du code de la commande publique)

2.18.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

2.18.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

2.18.3. Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché

- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

2.19. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

2.20. Litiges

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

2.21. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitant(s) remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/fr>

PARTIE 3 - ACTE D'ENGAGEMENT (PARTIE A COMPLETER PAR LE CANDIDAT)

3.1. Cet acte d'engagement correspond :

1.

☐ à l'ensemble du marché public *(en cas de non allotissement)*.

2.

☐ à l'offre de base.

3.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d'opérateurs économiques

3.2.1. Identification et engagement du soumissionnaire ou du groupement d'opérateurs économiques :

➤ *(Le soumissionnaire coche les cases correspondantes.)*

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public énumérées à l'article 2.10 du présent document et conformément à leurs clauses :

Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro **SIREN/SIRET**]*

☐ engage la société sur la base de son offre ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro **SIREN/SIRET**]*

➤ ☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro **SIREN/SIRET**.]*

3.2.2. Identification du (ou des) sous-traitant(s) :

En cas de présentation d'un ou de plusieurs sous-traitants, le soumissionnaire fournit à l'appui du présent acte d'engagement un DC4 pour chacun des sous-traitants.

3.2.3. Prix :

Le soumissionnaire s'engage sur la base de l'offre financière basée sur les prix indiqués dans l'annexe financière jointe au présent document

3.2.4. Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations :

(En cas de groupement d'opérateurs économiques.)

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est :

➤ ☐ conjoint OU ☐ solidaire

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

3.2.5. Compte (s) à créditer :

Le soumissionnaire remplit ci-dessous le nom de l'établissement bancaire et le numéro de compte complet, il agrafe ci-après un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal ; il vérifie que l'IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.

Dans l'hypothèse de compte bancaire domicilié à l'étranger, le soumissionnaire transmet à l'EFS une domiciliation bancaire au format international SWIFT.

(En cas de groupement conjoint, joindre un d'identité bancaire ou postal pour chacun des membres du groupement)

■ Nom de l'établissement bancaire :

■ Numéro de compte :

3.2.6. Régime fiscal lié aux fournitures et services objet du marché public

(Le soumissionnaire obtient l'information auprès de son service comptable).

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits : ☐ oui ☐ non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux fournitures/services objets du marché publics :

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d'agrément de formation continue :

Le cotraitant a opté pour le régime des débits : ☐ oui ☐ non

Le cotraitant indique le taux de TVA applicable aux produits objets du marché :

Le cotraitant indique le cas échéant son numéro d'agrément de formation continue :

3.2.7. Avance (article R2191-5 CCP) :

Je renonce au bénéfice de l'avance :

☐ NON ☐ OUI

(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)

3.2.8. Délai de validité de l'offre :

Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres indiqué dans le règlement de la consultation.

3.3. Signature du marché public par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas groupement d'opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

3.3.1. Signature du marché public par le candidat individuel :

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

3.3.2. Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant (article R.2142-24 CCP) :

(Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire).

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)

➤ ☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Le soumissionnaire coche la (ou les) case(s) correspondante(s).)

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur public et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :

(Les membres du groupement cochent la case correspondante.)

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur public et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Contact(s) du soumissionnaire (coordonnées des personnes chargées de la passation et de l'exécution du marché public : interlocuteur commercial, technique, qualité, administratif (facturation)) :

Nom, prénom et fonction	Coordonnées téléphonique (numéro fixe, mobile, fax) et électronique (mail)

3.4. Identification du (des) pouvoirs adjudicateurs

3.4.1. Désignation du pouvoir adjudicateur

Pouvoir adjudicateur :

Etablissement Français du Sang / Bretagne

Monsieur Le Directeur de l'Etablissement de l'EFS Bretagne

Nom et qualité du représentant du pouvoir adjudicateur : Bruno Danic

Adresse : rue Pierre Jean Gineste CS 41146 35011 Rennes Cedex

3.4.2. Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire :

Monsieur l'Agent Comptable Secondaire de l'Etablissement Français du Sang Bretagne

Rue Pierre-Jean Gineste

CS 41146

35011 RENNES Cedex

Téléphone : 02.99.54.74.17.

3.4.3. Imputation budgétaire :

Budget propre de l'EFS

PARTIE 4 - DECISION DU (DES) POUVOIR(S) ADJUDICATEUR(S) (PARTIE A COMPLETER PAR L'EFS)

La présente offre est acceptée

☐ en ce qui concerne la totalité du marché public ou, en cas de marché alloti, la totalité des lots

☐ en ce qui concerne les lots ci-après seulement :
.....

(Indiquer les lots pour lesquels le candidat est retenu)

☐ en ce qui concerne la ou les variantes suivantes *(indiquer les variantes retenues)*.

☐ en ce qui concerne la ou les Prestations Supplémentaires Eventuelles suivantes :
(indiquer les PSE retenues).

Elle est complétée par les annexes suivantes :

☐ Annexe n° ... Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (ou DC1)

☐ Annexe n° ... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6-

OUV7) ;

☐ Annexe n° ... relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;

☐ Autres annexes *(À préciser)* ;

A : , le

Signature

*(Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à
signer le marché public)*

Directeur de l'EFS Bretagne